



ONU  HABITAT



CÔTE D'IVOIRE : PROFIL URBAIN D'ISSIA



DÉNI DE RESPONSABILITÉ : Les termes employés et le matériel utilisé dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Secrétariat des Nations unies ou des diverses organisations qui lui sont liées. Les appellations employées et les informations présentées n'impliquent de la part de l'ONU-Habitat et de son conseil d'administration, aucune prise de position quant au statut juridique des pays concernés, la délimitation de ses frontières, ou compromettant les autorités en place, le système économique établi ou encore le degré de développement.

Les analyses, conclusions et recommandations de ce rapport ne reflètent pas non plus nécessairement le point de vue du Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), son conseil d'administration et de ses États membres.

La présente publication peut être reproduite, entièrement ou en partie, sous n'importe quel format ou support, à des fins éducatives mais non lucratives, sans l'autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur, à la condition qu'il soit fait mention de la source. ONU-Habitat souhaiterait qu'un exemplaire de l'ouvrage où se trouve reproduit l'extrait lui soit communiqué. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à d'autres fins commerciales sans l'autorisation préalable du Programme des Nations unies pour les établissements humains.

La réalisation de ce rapport a été supervisée par Kerstin Sommer, Joseph Guiébo, Raphaëlle Vignol, Nicolas Maréchal, Matthieu Sublet et Florence Kuria.

Publié par le Programme des Nations unies pour les établissements humains.
Copyright © 2012

HS Number: [HS/056/12E](#)

ISBN Number: (Series) [978-92-1-132023-7](#)

ISBN Number: (Volume) [978-92-1-132472-3](#)

Impression : UNON, Publishing Services Section, Nairobi, ISO 14001:2004-certified

Les publications du Programme des Nations unies pour les établissements humains sont disponibles au bureau régional et d'information de l'ONU-Habitat ou directement :

P.O. Box 30030, GPO 00100

Nairobi, Kenya

Fax : + (254 20) 762 4266/7

Email : unhabitat@unhabitat.org

www.unhabitat.org



ONU  HABITAT



CÔTE D'IVOIRE : PROFIL URBAIN D'ISSIA

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	4
PRÉSENTATION ET MÉTHODOLOGIE	5
CARTE	6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
INTRODUCTION	9
GOUVERNANCE	11
FINANCES MUNICIPALES	13
FONCIER	14
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL	15
SERVICES URBAINS DE BASE	16
SÉCURITÉ URBAINE	19
PATRIMOINE CULTUREL	20

AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF



Selon une recherche publiée dans le rapport d'ONU-Habitat, « L'État des villes dans le monde 2010-2011 », toutes les régions en voie de développement, notamment en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, compteront en 2030 plus de personnes vivant en milieu urbain qu'en milieu rural. La moitié de la popula-

tion mondiale vit déjà dans des zones urbaines, les défis auxquels nous faisons face dans la bataille lancée contre la pauvreté urbaine sont nombreux et de taille : notre tâche est ardue, nous voulons des villes sans bidonville, où les femmes se sentent plus en sécurité, des villes inclusives avec l'électricité, l'accès à l'eau et à l'assainissement, et où les transports sont abordables, des villes mieux planifiées dans leur développement, des villes plus propres, plus vertes.

Mais comme le montre cette série de profils, il existe beaucoup de solutions intéressantes et de bonnes pratiques qu'il serait bon d'appliquer. En fin de compte, les chiffres nous disent que durant la décennie 2000-2010, 227 millions de personnes au total ont quitté les bidonvilles. Ceci signifie que les gouvernements, les villes et les institutions partenaires sont parvenus ensemble, à doubler les Objectifs du millénaire pour le développement concernant les bidonvilles, et ce, avec dix ans d'avance sur la date initialement prévue pour 2020.

L'Asie et le Pacifique se tiennent au premier rang des pays ayant réussi avec succès à atteindre cet objectif, tous les gouvernements de la région sont, en effet, parvenus à améliorer la vie de 172 000 000 habitants de bidonvilles entre 2000 et 2010. En Afrique sub-saharienne, la proportion totale de la population urbaine vivant dans des bidonvilles a diminué de 5 % seulement (soit 17 millions de personnes). Le Ghana, le Sénégal, l'Ouganda et le Rwanda sont les pays qui ont enregistré les meilleurs résultats dans la sous-région, en réduisant, durant la dernière décennie, la proportion des habitants des bidonvilles de plus d'un cinquième. Le chiffre atteint 13 % en Amérique latine et dans les Caraïbes où environ 30 millions de personnes ont quitté les bidonvilles depuis l'an 2000.

Pourtant, les estimations de l'ONU-Habitat confirment que les progrès réalisés concernant les bidonvilles ne sont pas suffisants pour contrer l'expansion démographique constatée dans les établissements informels des pays en voie de développement. En ce sens, les efforts visant à réduire le nombre d'habitants des bidonvilles ne sont ni satisfaisants ni suffisants.

Dans le cadre de nos efforts pour résoudre cette crise, l'ONU-Habitat travaille avec la Commission européenne et le Secrétariat, basé à Bruxelles, de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) pour soutenir le développement

urbain durable. Compte tenu de la diversité et de l'urgence des besoins, nous avons jugé nécessaire de développer un outil d'évaluation rapide et de planification stratégique pour mener des interventions immédiates, à moyen ou à long terme. Cet outil se présente sous la forme de cette série de publications.

Le Programme participatif d'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles est basé sur un dialogue politique, entrepris en 2002, entre l'ONU-Habitat, le Secrétariat ACP et la Commission européenne. Lorsque les 3 parties se sont rencontrées au siège de l'ONU-Habitat en juin 2009, plus de 200 délégués de plus de 50 pays se sont entendus pour lancer un grand appel à la communauté internationale afin qu'elle prête davantage attention aux questions d'urbanisation, et qu'elle étende le programme d'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles à tous les pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique.

Il est utile de rappeler ici combien nous sommes reconnaissants que le 9^e Fonds européen de développement pour les pays ACP de la Commission européenne ait contribué à hauteur de 4 millions d'euros (soit 5,7 millions de dollars d'après les taux de change de juin 2011) pour permettre à l'ONU-Habitat de conduire un programme qui profite à 59 villes dans 23 pays africains, à plus de 20 villes dans 6 pays du Pacifique, et à 4 pays des Caraïbes.

En effet, depuis sa création en 2008, le Programme d'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles a acquis la confiance des partenaires, au niveau municipal et national, dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Comme le montre cette série de rapport, il apporte une contribution majeure qui vise à soutenir les efforts entrepris pour réduire la pauvreté urbaine.

Je tiens encore à exprimer toute ma gratitude à la Commission européenne et au Secrétariat ACP pour leur engagement pour ce Programme d'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles. J'ai toute confiance que les résultats exposés dans ce profil, ou dans les suivants, seront utiles pour élaborer des réponses dans le renforcement des capacités et des investissements dans le secteur urbain.

En outre, je tiens à remercier les équipes des pays participants pour le soutien sans faille qu'ils ont apporté à ce processus, c'était la condition essentielle à la mise en œuvre réussie du Programme participatif d'amélioration des conditions de vie des bidonvilles.

Dr. Joan Clos

Directeur exécutif, ONU-Habitat

PRÉSENTATION

Le profilage en milieu urbain est une évaluation rapide des besoins, orienté sur les actions à entreprendre pour renforcer les capacités et palier aux défaillances au niveau de la ville. Le but de cette étude est de développer des politiques urbaines afin de réduire la pauvreté aux niveaux local, régional et national, à travers l'évaluation des besoins et des mécanismes de réponse. En cela, il contribue à la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement. Il est actuellement utilisé dans plus de 20 pays d'Afrique et dans les pays arabes, et a été lancé dans 30 nouveaux pays d'Afrique ainsi que dans les petits pays insulaires du Pacifique.

L'étude est basée sur l'analyse de données existantes et sur une série d'entretiens réalisés avec toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales et les institutions, la société civile, le secteur privé, les partenaires au développement, les universitaires, etc. Cette consultation se conclue généralement par une convention collective sur un certain nombre de priorités identifiées et leur intégration dans le renforcement des capacités proposées, ainsi que sur d'autres projets qui ambitionnent tous de réduire la pauvreté urbaine.

MÉTHODOLOGIE

Le profilage urbain utilise une approche structurée où les interventions prioritaires sont convenues à travers un processus consultatif. La méthodologie du profilage urbain se compose en 3 phases :

- Phase I : 3 profils urbains de 3 villes sont réalisés pour chaque pays : généralement, la capitale, une ville de taille moyenne et une petite ville sont ainsi sélectionnées et étudiées pour fournir un échantillon représentatif permettant ensuite de réaliser un profil national. L'information est recueillie au moyen d'entrevues et de discussions avec les institutions et les informateurs clés, afin d'évaluer les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces (FFOM), rencontrées au niveau local et national, dans les milieux urbains. Les résultats sont présentés et affinés au cours de consultations réalisées dans le cadre d'ateliers communaux et nationaux pour parvenir à un consensus sur les interventions prioritaires. Les rapports nationaux et communaux synthétisent les informations recueillies et exposent les méthodes à suivre pour réduire la pauvreté urbaine, à travers des approches holistiques.
- Phase II : Il s'agit de définir clairement les priorités identifiées par les études de préféabilité et de développer en détail le renforcement des capacités et les projets d'investissement.
- Phase III : Elle consiste à mettre en œuvre les projets développés au cours des 2 phases précédentes. L'accent est donné sur le développement des compétences, le renforcement institutionnel et sur la mise en application des solutions adoptées.

CÔTE D'IVOIRE



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

INTRODUCTION

La commune d'Issia est située à 368 km d'Abidjan, au centre ouest de la Côte d'Ivoire, dans la région du Haut-Sassandra. Le climat est favorable à la culture du cacao, du café, de l'hévéa, du riz et au maraîchage. La population de la commune d'Issia a augmenté très rapidement ces dernières années passant de 195 663 en 1988 à 372 638 habitants en 2011. Cette évolution rapide s'explique par d'importantes migrations dues au potentiel agricole de la région qui nécessite une main-d'œuvre importante. À l'image du pays, la population d'Issia est jeune : les moins de vingt-cinq ans représentent plus de la moitié de la population totale.

La commune d'Issia dispose de 2 lycées publics, de 10 écoles primaires publiques et de 5 maternelles. Le nombre d'élèves a fortement augmenté ces dernières années suite à un programme de sensibilisation de la population.

Concernant la santé, le ratio médecin/patient reste inférieur aux préconisations de l'Organisation mondiale de la santé. La population d'Issia ne fréquente presque pas les établissements sanitaires. De 2001 à 2009, le taux d'utilisation est passé de 9,4 % à 3,14 %. Les raisons possibles pourraient être soit le manque de moyen financier, soit parce que leur résidence est éloignée du centre le plus proche. Issia est une zone endémique du paludisme qui est la première cause de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans.

GOUVERNANCE

La mairie est composée d'un conseil municipal (organe de délibération, composé de 26 membres dont 6 femmes), d'une municipalité (organe collégial de gestion, composé du maire et de 4 adjoints dont 2 femmes), d'un secrétariat général et de 4 services (socioculturel, technique, administratif et financier). Sa principale fonction est de participer avec l'État au développement économique, social, sanitaire, éducatif et culturel des populations.

Les principaux partis politiques sont représentés dans la commune d'Issia et mènent leurs activités politiques. Des associations de commerçants, de transporteurs, de jeunes et des ONG existent et exercent leurs activités librement. Ils entretiennent de bonnes relations avec les autorités municipales qui les sollicitent souvent à participer à la vie de la commune.

La communication est un élément important dans la relation entre les élus et les administrés. La commune dispose d'une radio locale. Selon les autorités communales, elle est un moyen de communication entre elles et la population.

FINANCES MUNICIPALES

Le budget communal reste uniquement alloué au fonctionnement, au détriment de l'investissement. Le budget général a enregistré une progression considérable ces dix dernières années. Au regard de l'évolution de la structure du budget, les investissements consacrés aux infrastructures de base sont insuffisants. Les différentes sources de recouvrement restent les taxes collectées auprès des différents contribuables. Mais des aides proviennent de l'État (projets du Fonds d'investissement et d'aménagement urbain), ainsi que de la coopération française et du Fond social de développement, et sont inscrites aux différents budgets votés. L'analyse du budget communal révèle que les secteurs qui bénéficient d'investissements sont l'assainissement, l'éducation et l'électrification.

FONCIER

L'initiative, l'instruction et la délivrance du permis de construire des maisons d'habitation et des immeubles échoient aux communes. Ainsi, à Issia, les lotissements sont initiés par la mairie en collaboration avec les propriétaires terriens. Le coût du mètre carré a enregistré une inflation de 567 % entre 1993 et 2010 pour les quartiers résidentiels et de 200 % dans les quartiers populaires. Les délais de mise en valeur d'un terrain sont de trois ans et le nombre de terrains attribués par la mairie s'élève à 4 991 lots. Le linéaire des voies bitumées est de 11,9 kml, soit 10 % de la commune. Le principal problème de la gestion du foncier est celui de la double attribution, la gestion de ce type de litige se fait généralement à l'amiable.

L'accroissement accéléré de la population urbaine d'Issia a des répercussions sur l'offre de logement. On note une insuffisance de logements à Issia, et la mairie ne dispose pas de politique concernant les logements sociaux. La plupart des logements sont construits par le secteur privé et les occupants de ces constructions sont locataires à 46 % et propriétaires à 35 %. L'insuffisance en matière de logement semble être l'une des causes du développement de l'habitat précaire. La commune compte 7 quartiers précaires situés à la périphérie de la ville.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

La population active varie entre 60 000 et 80 000 personnes. En 2010, la population en âge de travailler s'élevait à 54 263 personnes, 23 585 d'entre elles possédaient un emploi. L'activité économique communale est dominée par le secteur tertiaire. Des emplois saisonniers existent également, surtout dans le domaine de

l'agriculture (riziculture et cultures maraîchères). Des associations et des syndicats existent et entretiennent de bonnes relations avec les autorités municipales. Le secteur informel emploie une part importante de la population.

SERVICES URBAINS DE BASE

L'approvisionnement en eau provient du barrage et des stations de traitement des eaux. Les canalisations d'eau potable sont limitées à l'ancienne ville. La plupart des quartiers situés à la périphérie sont dépourvus de réseaux d'eau et d'assainissement. De 2009 à 2010, le linéaire de réseau n'a pas évolué et la production globale a baissé. Afin de mieux desservir les populations en eau potable, les responsables de la Société de distribution d'eau de la Côte d'Ivoire ont souhaité étendre le linéaire de réseau et régler le problème de l'assainissement. La collecte des ordures solides est gérée par la mairie avec l'appui du conseil général. Selon le service technique, environ 12 tonnes d'ordures sont collectées par jour. La commune a été subdivisée en 3 zones pour une meilleure gestion de la collecte. La commune dispose, par ailleurs, d'une décharge, malheureusement, ce site a été aménagé mais continue de servir de décharge. L'approvisionnement en électricité provient d'un barrage hydro-électrique. Le système de distribution de l'électricité rencontre les mêmes problèmes d'extension que le réseau d'assainissement. L'accès à l'électricité demeure problématique, la commune ne compte, en effet, que 9 762 abonnés. Les transports interurbains et intra-urbains dominent ce secteur. Selon le syndicat des transporteurs d'Issia, ce sont 144 minicars qui opèrent sur le territoire communal avec 5 lignes de transports. La commune dénombre 55 taxis communaux.

SÉCURITÉ URBAINE

La ville d'Issia, comme toutes les autres villes de Côte d'Ivoire, est confrontée au problème de la sécurité urbaine. Selon les responsables chargés de la sécurité, les principales infractions identifiées et traitées sont les vols à main armée, les cambriolages de maisons et les braquages sur les routes. D'après les responsables, la cause principale des infractions dans la ville est liée à la pauvreté et surtout à la présence de jeunes déscolarisés. De plus, ils font remarquer qu'il n'existe pas de plan de sécurité à l'échelle de la ville.

PATRIMOINE CULTUREL

Le principal lieu touristique d'Issia est le sanctuaire Notre-Dame de la Délivrance, créé en 1990. Chaque année, 3 pèlerinages ont lieu et pour la pentecôte, le site accueille environ 8 000 personnes. Ces rassemblements constituent un enjeu économique important pour les commerçants car ils leur permettent d'écouler leur stock de marchandise. La mairie étudie un projet d'extension du site, compte tenu du nombre important de pèlerins enregistrés chaque année et les responsables du sanctuaire souhaiteraient également remplacer les habitations présentes dans son périmètre par des hôtels pour accueillir les pèlerins.

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_18854

